

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le seize février deux mil quinze, à vingt heures trente minutes, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Saint Sauvant se sont réunis en salle de conseil en séance publique, sur la convocation qui leur a été adressée par la Maire conformément aux articles L. 2121-10, L.2121-11 et L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales.

Étaient présents : Mme Laure EHRMANN, Maire, M. Claude GRIMAUD, Adjoint, Mme Catherine ARNOUX, Adjointe, M. Omar BELGHAZI , Adjoint, Mme Anne-Sophie THIOLETT-AUGER, Adjointe, Mme Yvette BEAULIEU, M. Georges MARTIN, M. Jean-Paul LAMPERT, M. Dominique PERONNEAU, M. Patrick VRILLAUD , Mme Martine PRIEZ, Mme Josette CORBIN, M. Fabrice CHARLES, M. Christophe CHAPPET, M. Benjamin MOTILLON formant la majorité des membres en exercice, le conseil étant composé de 15 membres .

Le Conseil Municipal a choisi Mme Anne-Sophie THIOLETT-AUGER pour secrétaire de séance.

Objet : Plan Local d'Urbanisme – Révision générale

Mme le Maire expose :

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L123-1 et suivants ainsi que les articles R123-1 et suivants;

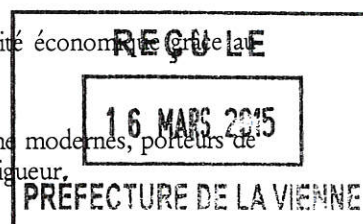
Vu le Plan Local d' Urbanisme de Saint-Sauvant approuvé le 7 décembre 2006, et son évolution par les modifications n° 1 et 2 et les révisions simplifiées 1, 2, 3, et 4.

Mme le Maire rappelle au conseil des évolutions du code de l'urbanisme: Lois Grenelle II et ALUR et explique l'opportunité pour la commune de réviser le PLU en association avec les communes de Coulombiers de Lusignan et de Celle l'Evescault se trouvant dans le même cas que la commune au sein d'un Dossier de Consultation des Entreprises commun avec un acte d'engagement personnalisé à chaque commune. L'intérêt d'une telle procédure et de cette démarche est en effet profitable à tous car :

* elle permet de diminuer le coût d'élaboration des documents d'urbanisme pour les communes, grâce aux économies d'échelle attendues

* elle permet au bureau d'études attributaire de disposer d'une visibilité et d'une sécurité économique grâce au volume d'affaire obtenu

* elle permet à l'Etat de faciliter l'équipement des territoires en documents d'urbanisme modernes, porteurs de projets cohérents à l'échelle intercommunale et correspondante aux normes juridiques en vigueur,



Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

1- de **prescrire la révision du PLU** sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L123-1 et suivants, R123-1 et suivants du code de l'urbanisme afin de dresser un bilan du PLU pour voir s'il existe encore des zones AUB susceptibles d'être ouverte et y intégrer les dispositions de la Loi GE II permettant de planifier stratégiquement l'aménagement et le développement de la commune.

2- de **mener la procédure** selon le cadre défini par les articles L123-7 à L123-10 et R123-6 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des personnes publiques,

3- de **fixer les modalités de concertation** prévues par les articles L123-6 et L300-2 du code de l'urbanisme de la façon suivante :

- Affichage de la présente délibération pendant la durée des études nécessaires
- Articles dans le journal municipal
- Articles dans la presse locale
- Dossier disponible en Mairie

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de PLU.
À l'issue de cette concertation, Mme le Maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU.

La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire.

4- de donner **autorisation au maire pour signer tout contrat**, avenant, convention de prestation ou de service concernant l'élaboration/la révision du PLU,

5- de solliciter une **dotation de l'État** pour les dépenses liées à l'élaboration/la révision, conformément à l'article L121-7 du Code de l'Urbanisme.

La présente délibération est notifiée, conformément aux articles L123-6 et L121-4 du code de l'urbanisme :

- au préfet,
- aux présidents du conseil régional et du conseil général,
- aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers et de l'artisanat et de la chambre d'agriculture,

Et le cas échéant :

- à l'établissement public chargé de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation du schéma de cohérence territoriale lorsque le territoire objet du plan est situé dans le périmètre de ce schéma,
- à l'autorité compétente en matière des transports urbains,
- à l'autorité compétente en matière de programme local de l'habitat,

Conformément à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal diffusé dans le département.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures

La Maire,

Laure EHRMANN



Certifié exécutoire, le 16 mars 2015,

